

Action syndicale à Bruxelles pour la paix en Ukraine

Un appel à la paix et au dialogue entre la Russie et l'Ukraine a été lancé aujourd'hui par des syndicalistes à proximité des institutions européennes avant le sommet européen de ce soir. La CES rassemble des syndicalistes - notamment de Belgique, de France et des Pays-Bas - pour une manifestation de solidarité et de revendication de paix où des pancartes indiquant "protéger les gens - paix et dialogue" ont été affichées. Il comprend une minute de silence pour les personnes prises dans ce conflit meurtrier.

La CES avait prévu d'organiser aujourd'hui une action symbolique à Bruxelles avec des centaines de syndicalistes appelant à des salaires plus élevés alors que les négociations européennes se poursuivent sur la directive sur les salaires minima. A la lumière des derniers événements, cette action sera dédiée à la recherche de la paix et de dialogue entre la Russie et l'Ukraine, et en faveur de la démocratie et de la justice dans toute la région.

La CES continuera à se mobiliser et à travailler sans relâche pour parvenir à une négociation collective pour tous et à des salaires minimums plus élevés grâce à une directive forte sur des salaires minimums adéquats et à l'action syndicale.



Intervention de Boris Plazzi, membre du bureau confédéral

Je ne peux pas commencer cette petite prise de parole sur le salaire, le salaire minimum européen et la négociation collective sans invoquer la situation de guerre, les bombardements en Ukraine, ordonnée par Vladimir Poutine. Cette décision grave de provoquer un embrasement dramatique de la région avec l'OTAN qui semble appeler à l'escalade de la violence alors qu'au contraire tout doit être mis en œuvre pour que les armes se taisent immédiatement, pour laisser place à une solution

diplomatique plaçant au cœur l'aspiration des populations à vivre libre et en paix.

Condamnons énergiquement les « je » impérialistes de grandes puissances et l'irresponsabilité des dirigeants qui font le choix des armes plutôt que du dialogue.

Toutes les raisons sont réunies pour une augmentation générale de salaire partout en Europe pour tous les travailleurs aussi bien dans les secteurs industriels que dans les services et dans le secteur public. Toutes les raisons sont réunies pour la mise en œuvre très vite de la directive relative à un salaire minimum en Europe et au respect de la négociation collective. Parce qu'il s'agit bien de cela aujourd'hui, les travailleurs de monde demandent à vivre dignement de leur travail !

Ils demandent que leurs qualifications, leurs diplômes, leurs expériences professionnelles soient enfin reconnus et cela passe naturellement par l'augmentation des salaires dans les entreprises et dans les secteurs publics. Cela passe aussi par un salaire minimum européen permettant de vivre dignement et non pas de survivre. De la même façon, à quelques jours de la journée internationale de lutte pour les droits des femmes du 8 mars, rappelons qu'il n'est pas acceptable de constater encore partout que les femmes ont toujours un salaire inférieur aux hommes, qu'elles n'ont pas le même déroulement de carrière ou accès aux postes à responsabilité dans les entreprises ou administrations.

Nous sommes aussi là pour rappeler : qu'à Travail de valeur égale / salaire égal.

Aidées par les différents états avec des milliards d'euros d'argent public, les entreprises, notamment les multinationales, renouent avec les profits dépassant toutes les prévisions.

Tout cela grâce uniquement aux travailleurs et à leur engagement sans faille !

Le capital se porte bien, même très bien, les familles des plus riches n'ont jamais été aussi riches et leur coffre-fort autant rempli de milliards d'euros.

Il est donc temps de répartir tout autrement les richesses entre le capital et le travail !

Il est donc temps d'augmenter fortement les salaires pour améliorer le pouvoir d'achat et financer nos systèmes de protection sociale.

Il est donc temps de mettre en place un salaire minimum européen pour lutter efficacement contre la mise en concurrence des travailleurs en Europe qui reste une gangrène pour le monde du travail. Cela ne profite qu'au capital et aux partis d'extrême droite et xénophobes.

Aujourd'hui c'est donc une première étape de mobilisation pour faire pression sur le conseil de l'union européenne, nous aurons sans doute l'occasion de renouer avec des euro-manifestations.